

■ **Réorienter les 13 milliards d'€ du Fonds Européen de Défense** (dont 7 pour les industriels de l'armement et 3,5 pour la Recherche-Développement militaire³) vers une politique en faveur de la réalisation des **Objectifs de Développement Durable** (ODD) et le développement des programmes **Erasmus**⁴.

■ **Lutte contre les discriminations** et favorise le respect de la diversité linguistique et culturelle et la promotion des droits des femmes comme antidotes à la montée des politiques xénophobes, racistes, qui mettent en cause les droits humains, en particulier les droits des migrants et des réfugiés sous la pression des forces d'extrême droite.

■ Oppose à la politique belliciste de l'OTAN une sécurité commune, reposant sur des mesures de confiance et des échanges mutuellement avantageux. Dans cet esprit, **la France devrait sortir de l'OTAN et agir pour sa dissolution. L'UE devrait mettre à son agenda une conférence paneuropéenne de type « Helsinki 2 », associant tous les États de l'Europe géographique - y compris la Russie.**

¹ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

² Lancé en 2017, le FED sera doté de 13 Milliards d'euros sur la période 2021-2027 (sur un budget total de défense et de sécurité de l'UE de 30 milliards d'€ sur la période).

³ Sources IRIS, GRIP, Usine nouvelle (<https://europa.eu/>).

⁴ Le programme Erasmus (éducation, formation, jeunesse, sport) est doté de 1,6 milliards par an.

Cette construction alternative doit irriguer toutes les politiques de l'UE pour :



- Construire une Europe de la solidarité mettant en œuvre une politique migratoire humaine, garantissant l'accueil digne et construisant des ponts plutôt que des murs.
- Favoriser de nouvelles relations justes, équitables et mutuellement avantageuses avec l'ensemble de l'Europe géographique, le Moyen et Proche-Orient et les pays africains.
- Favoriser une paix juste et durable au Moyen-Orient, en respectant les droits des peuples de ces régions, en particulier des peuples palestinien et kurde.
- Construire des partenariats pour la paix, tant dans l'espace méditerranéen que sur le continent africain, en nouant de nouvelles coopérations basées sur l'intérêt mutuel des peuples et non sur la recherche de profits immédiats et en mettant en œuvre des politiques d'aide au développement.

« L'Europe a un rôle décisif à jouer pour l'avenir pacifique et durable de notre planète, favoriser la mise en œuvre conjointe des transitions sociales, climatiques et pacifiques, indispensables pour construire une Europe et un monde de justice, de solidarité, de fraternité et de Paix. »



UE-OTAN

Un exemple concret d'une liaison dangereuse et coûteuse sous dépendance des USA

Déclaration publiée par les chefs d'État et de gouvernement lors du dernier sommet de l'OTAN à Bruxelles les 11 et 12 juillet 2018

Les paragraphes 67 à 73 sont consacrés à l'Union Européenne définie comme « partenaire unique et essentiel » pour l'OTAN.

La déclaration stipule que « *Le développement de capacités de défense cohérentes, complémentaires et interopérables, évitant les doubles emplois inutiles, est essentiel pour nos efforts conjoints visant à rendre la zone euro-Atlantique plus sûre. De tels efforts, y compris les développements récents, rendront l'OTAN plus forte, aideront à accroître notre sécurité commune, contribueront au partage des charges entre les deux rives de l'Atlantique, faciliteront la mise à disposition des capacités nécessaires et soutiendront une augmentation globale des dépenses de défense. Nous saluons l'appel à un nouvel approfondissement de la coopération OTAN_UE qui figure dans les conclusions du conseil européen de juin 2018* ».

Ces déclarations montrent que la militarisation croissante de l'UE est poussée par l'OTAN et Trump, et vient renforcer l'OTAN, mais ne permet en rien de gagner en autonomie vis-à-vis des USA. Au contraire, elle déleste en partie les USA du poids financier de l'OTAN sur les pays de l'UE et... sur nos impôts.

Le Mouvement de la Paix - 9 rue Dulcie September
93400 - Saint-Ouen - Tél. 01 40 12 09 12
www.mvtpaix.org



Le Mouvement de la Paix

Pour une Europe de justice, de solidarité, de fraternité et de Paix !

Le Mouvement de la Paix souhaite apporter des informations sur les questions de la paix qui sont trop souvent ignorées par les médias. Nous partageons donc ici un certain nombre d'analyses, de positionnements et de propositions avec l'objectif de les faire prendre en compte par les candidats aux élections. Aussi, pour aider les citoyens à ne pas oublier la question de la Paix parmi les déterminants de leurs choix électoraux, afin que cette question tienne la place qu'elle mérite dans les assemblées futures au plan européen ou national.



Les fondements et les références du Mouvement de la Paix pour son action

■ La Charte des Nations Unies (extrait de l'article 1) : « Maintenir la paix et la sécurité internationales, développer entre les nations des relations amicales, réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion ».

■ La déclaration universelle des droits de l'homme.

■ Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté à l'ONU le 3 janvier 1976.

■ Les résolutions des Nations Unies proposant d'assurer la construction d'une culture de la paix et de la non-violence à condition d'agir pour :

- Renforcer la culture de la paix par l'éducation
- Promouvoir la paix et la sécurité internationales dont les traités concernant les armes nucléaires, règlements pacifiques des différends, l'élimination de la production et du trafic illicite d'armes
- Promouvoir le respect de tous les droits humains
- Promouvoir le développement économique et social durable
- Assurer l'égalité entre les hommes et les femmes
- Favoriser la participation démocratique
- Développer la compréhension, la tolérance et la solidarité entre tous les peuples et toutes les cultures...
- Soutenir la communication participative et la libre circulation de l'information et des connaissances

■ La résolution des Nations Unies définissant les objectifs de développement durable (ODD) pour les années à venir.

■ Les rapports du Giec sur les dérèglements climatiques et l'accord universel sur le climat adopté en 2015 à Paris.

Les objectifs prioritaires actuels du Mouvement de la Paix

► **Agir pour la construction de la Paix à travers la promotion d'une culture de la paix** comme moyen de répondre à notre aspiration commune à vivre en paix et en sécurité.

► **Gagner la ratification et la mise en œuvre du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN)** adopté aux Nations Unies le 7 juillet 2017 en application, en particulier de l'article 6 du Traité sur la Non-Prolifération nucléaire (TNP).

► **Agir pour une Europe de paix et de coopération** et pour un système de sécurité mutuelle en Europe incluant le retrait de la France de l'OTAN.

► **Agir pour une paix juste et durable au Proche et Moyen-Orient** incluant la reconnaissance de l'État de Palestine et l'arrêt de la colonisation des territoires occupés par Israël.

► **Rassembler et débattre** avec toutes les personnes qui veulent vivre dans un monde de justice, de solidarité, de fraternité et de paix.



L'aspiration à vivre en paix est une aspiration commune à l'immense majorité des peuples et des individus de la planète et de l'Europe. La construction européenne peut et doit répondre à cette aspiration. Or, les logiques mises en œuvre par l'UE au nom « de la concurrence libre et non faussée » prônée par un ultralibéralisme dont la boussole est la recherche de profits financiers immédiats contrarient la réalisation de cette aspiration. Elles alimentent, au-delà de l'UE, les affrontements, les conflits et les guerres tant pour l'accaparement des richesses que pour la maîtrise des leviers de décision au plan économique et politique. Elles fragilisent les existences individuelles ainsi que la planète, et contribuent à créer un monde incertain et dangereux. Cette situation génère des inquiétudes et des peurs légitimes. Celles-ci sont entretenues afin de faire accepter, par les populations, des logiques de militarisation des relations internationales qui entraînent des augmentations considérables des dépenses militaires. La création d'un Fond européen de défense de 13 milliards d'euros et le renforcement de la liaison entre l'UE et l'OTAN qui, - sous l'impulsion de Trump - appelle à une augmentation des budgets militaires des États de l'UE, rentrent dans ce cadre. Pourtant, les potentialités scientifiques et intellectuelles d'aujourd'hui permettraient de mettre en place d'autres logiques afin de construire un monde de paix et de coopération plus humain pour toutes et tous.

L'aspiration à vivre en paix est une aspiration commune à l'immense majorité des peuples et des individus de la planète et de l'Europe. La construction européenne peut et doit répondre à cette aspiration. Or, les logiques mises en œuvre par l'UE au nom « de la concurrence libre et non faussée » prônée par un ultralibéralisme dont la boussole est la recherche de profits financiers immédiats contrarient la réalisation de cette aspiration. Elles alimentent, au-delà de l'UE, les affrontements, les conflits et les guerres tant pour l'accaparement des richesses que pour la maîtrise des leviers de décision au plan économique et politique. Elles fragilisent les existences individuelles ainsi que la planète, et contribuent à créer un monde incertain et dangereux. Cette situation génère des inquiétudes et des peurs légitimes. Celles-ci sont entretenues afin de faire accepter, par les populations, des logiques de militarisation des relations internationales qui entraînent des augmentations considérables des dépenses militaires. La création d'un Fond européen de défense de 13 milliards d'euros et le renforcement de la liaison entre l'UE et l'OTAN qui, - sous l'impulsion de Trump - appelle à une augmentation des budgets militaires des États de l'UE, rentrent dans ce cadre. Pourtant, les potentialités scientifiques et intellectuelles d'aujourd'hui permettraient de mettre en place d'autres logiques afin de construire un monde de paix et de coopération plus humain pour toutes et tous.

Une action pour la paix tous azimuts

Pour engager une telle construction alternative pour la paix, il convient de s'opposer à la militarisation de l'Union Européenne, et de prendre en compte l'ensemble des espaces concernés. A savoir : tant l'Europe géographique que l'ensemble de l'espace méditerranéen et le Moyen et Proche Orient, et construire de nouvelles relations débarrassées du néocolonialisme avec les États africains.

Nos propositions pour une Europe de justice sociale, de paix et de coopération, pour un système de sécurité commune en Europe, pour une Union Européenne (UE) non liée à l'OTAN

Au vu de nos analyses ci-dessus, une UE agissant pour la paix suppose de s'attaquer au double carcan du néolibéralisme et de la militarisation. **Le carcan néolibéral** imposé par les traités de Maastricht et de Lisbonne pousse les États à ouvrir leurs services publics à la concurrence, favorise la dérégulation de l'économie, le dumping social et fiscal, à l'opposé d'une économie coopérative, solidaire, juste et durable, condition d'une politique de paix. **Le carcan de la militarisation** se traduit par une augmentation des budgets militaires exigée par l'OTAN¹, dont l'article 2 du Traité de Lisbonne stipule qu'elle « *reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre* ». Cette militarisation, fondée sur le dogme de la puissance militaire comme facteur de sécurité, **pousse à la confrontation avec la Russie et à la relance d'une course aux armements, y compris nucléaires**, dangereuse pour l'ensemble de la planète, voire susceptible de menacer l'existence même de l'humanité pour ce qui concerne les armes nucléaires.

Face aux problèmes majeurs que sont le poids des dépenses militaires (1800 milliards de dollars par an au plan mondial), les inégalités de développement, le dérèglement climatique, la France et l'UE doivent favoriser une transition pacifiste caractérisée par une **diminution des dépenses d'armement et l'augmentation corrélative des investissements en faveur de la construction de la paix via la réalisation des droits humains**.

Nous attendons des élus (européens et autres) qu'ils agissent pour une UE qui :

- Agit pour la **justice sociale** en s'alignant sur les législations et les droits sociaux les plus avancés.
- Fonde sa diplomatie sur la **prévention** et la résolution non militaire **des conflits**.
- Agit conformément à la **Charte des Nations Unies** et aux principes de la **Culture de la Paix** définis par l'ONU.
- S'engage pour le désarmement, en particulier nucléaire, en appelant la **ratification du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires** adopté à l'ONU le 7 juillet 2017, comme premier pas vers un monde débarrassé des armes nucléaires.
- Agit pour la limitation et la **fin du commerce des armes**, pour l'arrêt des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis, pour la défense des traités internationaux de désarmement et favorise leur ratification.
- Favorise la conversion des budgets militaires en fonds pour de développement durable², juste et équitable et s'engage résolument dans la lutte **contre le dérèglement climatique**.